



MAIRIE DE MEGÈVE
1 Place de l'Église
BP 23
74120 - MEGÈVE

Marché public de travaux

**Travaux de réhabilitation thermique et architecturale
de l'ancienne Ecole du Maz**

Procédure adaptée













En application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.

Règlement de la Consultation (R.C.)

Date limite de remise des offres :

6 juin 2024 à 10h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

| | |
|---|---|
|  | <p>Marché public de Travaux</p> <p><u>Objet</u> : Travaux de réhabilitation thermique et architecturale de l'ancienne Ecole du Maz</p> |
|  | <p><u>Acheteur</u> :</p> <p>MAIRIE DE MEGÈVE 1 Place de l'Église BP 23 74120 - MEGÈVE</p> |
|  | <p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 1° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Travaux.</p> |
|  | <p>Le marché est divisé en 12 lots (les lots sont numérotés de 1 à 13 mais il n'y a pas de lot n°8)</p> |
|  | <p>Profil acheteur :</p> <p>https://mairie.megeve.fr/les-services-de-la-commune/marches-publics/</p> |
|  | <p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p> |
|  | <p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p> |
|  | <p>L'acheteur se réserve le droit de recourir à la négociation.</p> |
|  | <p>La visite du site est obligatoire.</p> |
|  | <p>Aucune variante n'est autorisée.</p> |
|  | <p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p> |
|  | <p>Code CPV principal de la consultation : 45210000-2 : Travaux de construction de bâtiments</p> |

SOMMAIRE

| | | |
|------------------|--|-----------|
| ARTICLE 1. | DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 4 |
| 1.1. | Objet de la consultation | 4 |
| 1.2. | Codes CPV..... | 4 |
| 1.3. | Délai d'exécution..... | 5 |
| ARTICLE 2. | DOSSIER DE CONSULTATION | 5 |
| ARTICLE 3. | CONDITIONS DE LA CONSULTATION | 6 |
| 3.1. | Procédure de passation..... | 6 |
| 3.2. | Allotissement..... | 6 |
| 3.3. | Négociation | 6 |
| 3.4. | Renseignements complémentaires..... | 6 |
| 3.5. | Visite de site | 6 |
| ARTICLE 4. | PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE..... | 6 |
| 4.1. | Dossier de candidature | 6 |
| 4.2. | Sous-traitance | 8 |
| 4.3. | Groupements d'opérateurs économiques..... | 8 |
| ARTICLE 5. | PRÉSENTATION DE L'OFFRE | 9 |
| 5.1. | Présentation du dossier d'offre..... | 9 |
| 5.2. | Variantes | 9 |
| 5.3. | Prestations supplémentaires éventuelles | 9 |
| 5.4. | Délai de validité..... | 9 |
| ARTICLE 6. | CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE | 9 |
| ARTICLE 7. | MODALITÉS DE REMISE DES PLIS..... | 10 |
| ARTICLE 8. | ATTRIBUTION DU MARCHÉ | 11 |
| ARTICLE 9. | CLAUSE COMPLÉMENTAIRE | 11 |
| ARTICLE 10. | LITIGES ET DIFFÉRENDS | 12 |
| ANNEXE 1: | ATTESTATION DE VISITE | 13 |

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet de la consultation

Objet des travaux : Travaux de réhabilitation thermique et architecturale de l'ancienne École du Maz.

Lieu d'exécution : Ancienne école du Maz, 3 Route du Maz, 74120 MEGÈVE

Le marché est divisé en lots comme suit :

- Lot n°1 - DECONSTRUCTION - GROS ŒUVRE- V.R.D. -
- Lot n°2 - CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE - BARDAGE BOIS
- Lot n°3 - MENUISERIES EXTERIEURES BOIS
- Lot n°4 - MENUISERIES INTERIEURES - SOLS STRATIFIES
- Lot n°5 - CLOISONS - DOUBLAGES - PLAFOND
- Lot n°6 - PEINTURES INTERIEURES
- Lot n°7 - FACADES - ISOLATION EXTERIEURE
- Lot n°9 - CARRELAGE - FAIENCES
- Lot n°10 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION
- Lot n°11 - ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES
- Lot n°12 - SERRURERIE
- Lot n°13 – DESAMIANPAGE

Il n'y a pas de lot n°8.

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 45210000-2 - Travaux de construction de bâtiments

Code(s) CPV secondaire(s) :

Lot n°2 - CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE - BARDAGE BOIS

45261000-4 - Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes

Lot n°3 - MENUISERIES EXTERIEURES BOIS

45421000-4 - Travaux de menuiserie

Lot n°4 - MENUISERIES INTERIEURES - SOLS STRATIFIES

45421000-4 - Travaux de menuiserie

Lot n°5 - CLOISONS - DOUBLAGES - PLAFOND

45421146-9 – Mise en place de plafonds suspendus

45421152-4 – Installation de cloisons

Lot n°6 - PEINTURES INTERIEURES

45442100-8 - Travaux de peinture

Lot n°7 - FACADES - ISOLATION EXTERIEURE

45320000-6 – Travaux d'isolation

45443000-4 – Travaux de façade

Lot n°9 - CARRELAGE - FAIENCES

45431000-7 - Carrelages

Lot n°10 - PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION

45330000-9 – Travaux de plomberie

45331000-6 – Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation

Lot n°11 - ELECTRICITE - COURANTS FAIBLES

45310000-3 – Travaux d'équipement électrique

Lot n°12 - SERRURERIE

45300000-0 - Travaux d'équipement du bâtiment

Lot n°13 - DESAMIANPAGE

45262660-5 – Travaux de désamiantage

1.3. Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché est de 11 mois

Pour l'ensemble des lots, le délai d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de commencement qui sera définie par ordre de service.

Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 5 jours.

Période de préparation :

Une période de préparation de 2 mois est prévue.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, ...

Délai d'exécution des travaux : 9 mois

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://mairie.megeve.fr/les-services-de-la-commune/marches-publics/>

Le dossier de consultation comprend les éléments suivants :

- Règlement Consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes ;
- Le planning des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- Liste des plans ;
- Les dossiers de plans ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) par lot et ses annexes ;
- La décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) par lot ;
- Le rapport du contrôleur technique ;
- Le PGC du coordonnateur Sécurité et protection de la santé ;
- Le diagnostic amiante (DAT) ;
- Le DC1 et le DC2.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément à l'article R. 2123-1, 1° du Code de la commande publique, le marché est passé par procédure adaptée.

3.2. Allotissement

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le maître d'ouvrage ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

3.3. Négociation

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage a prévu la possibilité de négocier mais se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

3.4. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante : <https://mairie.megeve.fr/les-services-de-la-commune/marches-publics/>

3.5. Visite de site

Le soumissionnaire est tenu d'effectuer une visite des lieux.

Toutefois, le maître d'ouvrage acceptera qu'un soumissionnaire ne se présente pas à celle-ci si des justificatifs démontrant la bonne connaissance des lieux d'exécution sont apportés.

Le soumissionnaire joint à son offre l'attestation en annexe correctement complétée.

Créneaux de visite de 30 minutes :

- Jeudi 16 mai 2024 entre 13h30 et 17h00 sur rendez-vous ;
- Mardi 21 mai 2024 entre 13h30 et 17h00 sur rendez-vous.

La visite se fait uniquement sur rendez-vous pris auprès de :

Contact : Lucille PERRIN (HELENE GRILLET – IMPACTS ARCHITECTURE)

Coordonnées : (tel) 04 28 70 09 60 – (mel) lucille@grillet.archi

ARTICLE 4. PRÉSENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

| N° | Situation juridique du candidat | Lot |
|----|---|---------------|
| 1 | Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner. | Tous les lots |
| 2 | Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail. | Tous les lots |

| N° | Capacité économique et financière du candidat | Lot |
|----|---|---------------|
| 1 | Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. | Tous les lots |

| N° | Capacité technique et professionnelle du candidat | Lot |
|----|---|---------------|
| 1 | Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. | Tous les lots |
| 2 | Une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. | Tous les lots |

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics :

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- l'attestation de régularité fiscale ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- l'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- l'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- l'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et

de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Un même opérateur économique peut être membre de plus d'un groupement pour un même marché public.

Un opérateur économique se présentant en groupement peut également présenter une offre en qualité de candidat individuel.

ARTICLE 5. PRÉSENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.
Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

| N° | Description |
|----|--|
| 1 | Le mémoire technique répondant aux critères énoncés au présent règlement de consultation. |
| 2 | Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant. |
| 3 | La décomposition du prix global et forfaitaire Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro. |
| 4 | L'attestation de visite en annexe. |

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.
Aucune variante n'est prévue par le maître d'ouvrage.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.
En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITÈRES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

Le maître d'ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

Ces critères d'attribution valent pour tous les lots.

| N° | Description | Note | Pondération |
|-----|---|------|-------------|
| 1 | Prix | 20 | 40 |
| 2 | Valeur technique | 20 | 60 |
| 2.1 | Moyens humains et matériels affectés au chantier | 2 | |
| 2.2 | Calendrier prévisionnel d'exécution | 2 | |
| 2.3 | Organisation projetée du chantier et méthodologie d'intervention | 2 | |
| 2.4 | Dispositif et organisation projetés pour le respect de la propreté en site occupé | 4 | |
| 2.5 | Références en réhabilitation | 4 | |

| | | | |
|---|--|---|-----|
| 2.6 | Qualité des matériaux | 4 | |
| 2.7 | Démarche sociale et environnementale de l'entreprise (RSE) et parti pris face au développement durable | 2 | |
| Pondération totale des critères d'attribution : | | | 100 |

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue du maître d'ouvrage.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur la décomposition des prix globale et forfaitaire, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Si une offre lui paraît anormalement basse, le maître d'ouvrage demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 7. MODALITÉS DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://mairie.megeve.fr/les-services-de-la-commune/marches-publics/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette

hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, le maître d'ouvrage demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. CLAUSE COMPLÉMENTAIRE

Cette clause complémentaire traite des échanges durant la consultation et lors de l'exécution du contrat. L'adresse électronique indiquée pour le téléchargement sera la seule adresse utilisée pour informer les candidats des éventuelles modifications et transmettre les compléments d'information lors de la consultation. Cette adresse pourra également être utilisée pour d'autres courriers tels que la demande de documents oubliés, la demande de précisions ou de compléments sur la teneur des offres transmises, la notification du rejet de la proposition ou la notification du marché. Elle pourra être utilisée, avec le titulaire du marché, pendant toute la durée d'exécution du contrat. Ces messages pourront être transmis depuis l'adresse courrier@aws-france.com qui doit être déclarée dans les expéditeurs autorisés par le candidat. De même, il appartient aux candidats de relever son courrier électronique au moins deux fois par semaine. En cas de crainte d'un blocage du courriel (anti-spam), se rendre sur l'espace entreprise (<http://www.aws-entreprises.com>) avec les codes AWS, toute la correspondance y est répertoriée. La responsabilité de l'acheteur public ou d'AWS ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile ou s'il a fait un retrait anonyme.

ARTICLE 10. LITIGES ET DIFFÉRENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Grenoble

Tél. : 04 76 42 90 00

Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Tribunal administratif de Grenoble

Tél. : 04 76 42 90 00

Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 1: ATTESTATION DE VISITE

Dossier : 2024-040

Objet : Travaux de réhabilitation thermique et architecturale de l'ancienne Ecole du Maz

Procédure : procédure adaptée

Je soussigné :

représentant MAIRIE DE MEGÈVE

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu, le, afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour MAIRIE DE MEGÈVE,

Cette attestation est à compléter et à joindre à l'offre.